



Conseil de sécurité

Cinquantième année

3602^e séance

Jeudi 30 novembre 1995, à 12 h 45

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Al-Khussaiby	(Oman)
<i>Membres :</i>	Allemagne	M. Eitel
	Argentine	M. Cárdenas
	Botswana	M. Legwaila
	Chine	M. Qin Huasun
	États-Unis d'Amérique	M. Inderfurth
	Fédération de Russie	M. Fedotov
	France	M. Legal
	Honduras	M. Martínez Blanco
	Indonésie	M. Wibisono
	Italie	M. Fulci
	Nigéria	M. Egunsola
	République tchèque	M. Kovanda
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir John Weston
	Rwanda	M. Ubalijoro

Ordre du jour

La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine

Rapport présenté par le Secrétaire général en application des résolutions 981 (1995), 982 (1995) et 983 (1995) du Conseil de sécurité

La séance est ouverte à 12 h 45.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation dans l'ex-République yougoslave de Macédoine

Rapport présenté par le Secrétaire général en application des résolutions 981 (1995), 982 (1995) et 983 (1995) du Conseil de sécurité

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine une lettre dans laquelle il demande à être invité à participer au débat sur la question inscrite à l'ordre du jour du Conseil. Suivant la pratique habituelle, je propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

En l'absence d'objections, il en est ainsi décidé.

Sur l'invitation du Président, M. Maleski (ex-République yougoslave de Macédoine) prend place à la table du Conseil.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil de sécurité va maintenant commencer l'examen de la question inscrite à son ordre du jour. Le Conseil se réunit conformément à l'accord auquel il est parvenu lors de ses consultations préalables.

Les membres du Conseil sont saisis du rapport présenté par le Secrétaire général conformément aux résolutions 981 (1995), 982 (1995) et 983 (1995) du Conseil de sécurité, document S/1995/987.

Les membres du Conseil sont également saisis du document S/1995/996, qui contient le texte d'un projet de résolution présenté par l'Argentine, la République tchèque, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et les États-Unis d'Amérique.

Le Honduras s'est porté coauteur du projet de résolution qui figure dans le document S/1995/996.

Je crois comprendre que le Conseil est prêt à voter sur le projet de résolution dont il est saisi. Si je n'entends pas d'objection, je vais maintenant mettre le projet de résolution aux voix.

En l'absence d'objections, il en est ainsi décidé.

Il est procédé au vote à main levée.

Votent pour :

Argentine, Botswana, Chine, République tchèque, France, Allemagne, Honduras, Indonésie, Italie, Nigéria, Oman, Fédération de Russie, Rwanda, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, États-Unis d'Amérique.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le résultat du vote est le suivant : 15 voix pour. Le projet de résolution est adopté à l'unanimité en tant que résolution 1027 (1995).

Le représentant de l'ex-République yougoslave de Macédoine a demandé à prendre la parole. Je la lui donne.

M. Maleski (ex-République yougoslave de Macédoine) (*interprétation de l'anglais*) : On a dit que, tout au long de l'histoire, les États des Balkans n'ont pas été capables d'établir des relations les uns avec les autres de façon mûre et pacifique. Mais si les nouveaux États surmontent les lacunes de l'ancienne fédération — l'absence de cohésion intérieure et de gouvernement démocratique efficace —, la volonté de coopérer pourra devenir plus forte que la volonté de se battre. C'est la raison pour laquelle, avec la fin de cette guerre des Balkans, la démocratie, la tolérance, le pluralisme et la coopération deviennent les questions principales de «sécurité» pour tous les pays de la région. Ces objectifs ne seront pas faciles à réaliser car, dans son sens le plus large, la démocratie est un état d'esprit de l'individu, et nous ne pouvons qu'imaginer quel est aujourd'hui l'état d'esprit des peuples qui se sont battus pendant près de quatre ans.

Au cours de ces années, la République de Macédoine a suivi un chemin difficile et dangereux dans la politique des Balkans et dans la politique internationale. Notre but a été la survie de notre société, la préservation de notre identité nationale et la dignité de notre peuple.

Avant même le début de cette tragique guerre des Balkans, mon pays a lancé un appel aux membres de l'ex-

fédération yougoslave, leur demandant de faire preuve de retenue et de modération afin d'éviter la guerre. Mais lorsque les forces favorables au conflit armé, encouragées par un nationalisme agressif, l'emportèrent, la République de Macédoine refusa d'être otage d'une situation qu'elle ne contrôlait pas et qui était en contradiction totale avec ses principes.

Mon gouvernement appuya totalement les efforts déployés par l'Union européenne pour réaliser par la médiation la dissolution pacifique et ordonnée de la fédération. Nous avons coopéré avec la Commission d'arbitrage de l'Union, composée des cinq présidents des juridictions constitutionnelles de ses États membres. La Commission Badinter, tel est son nom, après avoir examiné la situation des six ex-Républiques, a conclu que deux seulement — l'une étant la République de Macédoine — remplissaient les conditions pour être reconnues comme étant des États indépendants. Mais, par suite de l'opposition de l'un des États membres de l'Union, qui n'avait pas apprécié la décision de sa propre commission d'arbitrage, mon pays ne fut pas reconnu. Malgré cela, nous nous en sommes tenus à notre politique d'autodétermination pacifique, la justice et le droit étant de notre côté, tout en prenant également conscience de vivre dans un monde où la force prime souvent le droit et où les intérêts l'emportent haut la main sur les principes. Par ailleurs, cette prise de conscience a suscité en nous un sentiment profond de reconnaissance envers tous les pays, y compris les membres de l'Union européenne, qui ont trouvé les moyens de nous soutenir dans notre lutte pour notre survie.

Les Nations Unies sont devenues notre objectif suivant et notre espoir. Nous avons présenté notre dossier aux Membres de l'Organisation, et, après une période de temps qui nous sembla une éternité, nous avons reçu le soutien de l'Organisation des Nations Unies et nous en sommes devenus Membre. Néanmoins, selon une formule assez particulière — que vous-même, Monsieur le Président, avez eu de la peine à énoncer lorsque vous nous avez invités à venir prendre place à la table du Conseil aujourd'hui — nous devons être appelés «l'ex-République yougoslave de Macédoine», parce que, une fois encore, un Membre s'opposait à ce qu'on nous appelle par notre nom. Jadis, dans nos régions, les peuples avaient pour coutume de dire :

«Traitez-moi de cruche si vous voulez, mais ne me cassez pas.»

Aujourd'hui, cependant, nous vivons dans un monde bien différent, et les peuples refusent d'être traités comme des cruches. Ils respectent les sentiments, la dignité et les droits

de l'homme d'autrui, et exigent la même chose en retour. Tout cela ayant été supporté avec stoïcisme, le blocus économique ayant été surmonté et un accord ayant été signé, un processus fondé sur la coopération et une meilleure compréhension vient tout juste de commencer entre nos deux nations. Nous espérons qu'avec le temps, notre voisin comprendra que c'est seulement quand on ne lui permet pas de se développer librement qu'un petit pays représente une menace pour un voisin plus grand.

La fin de la guerre dans les Balkans est le premier pas vers la création d'une région de paix, de coopération et de stabilité. La République de Macédoine considère la réalisation de cet objectif comme de son devoir. Nous avons également le devoir de tirer les leçons des événements récents. Voici quelques-unes des leçons que nous avons apprises :

Nous avons appris que les peuples des Balkans doivent réfléchir à deux fois avant de voter pour des politiciens qui souffrent d'un nationalisme pernicieux et sont prêts à les entraîner dans la guerre. La politique étant ce qu'elle est, un domaine de l'activité humaine où les émotions, les intérêts et la force l'emportent souvent sur la raison, les peuples de la région doivent faire des efforts notables pour éviter de commettre des erreurs à l'avenir.

Nous avons appris que l'Union européenne, organisation régionale à laquelle la République de Macédoine souhaite adhérer, manque encore d'une volonté commune pour le règlement des situations de crise sur le continent. L'élaboration d'une politique étrangère commune à partir d'intérêts nationaux conflictuels sera un long et lent processus en Europe.

Nous avons appris que les États-Unis ne peuvent refuser le leadership, car si la principale puissance ne dirige pas, les autres ne suivront pas. Comme quelqu'un l'a fort bien dit, il se peut que toutes les nations se trouvent dans le même navire qui prend l'eau, mais l'une d'elles est cependant munie de la plus grosse écope.

Nous avons appris que l'Organisation des Nations Unies doit définir clairement son rôle dans un conflit, en accord avec son potentiel, et que nous devons tous oeuvrer au renforcement de notre organisation, brillante réussite de l'humanité. Le fait que les représentants de tous les États du monde sont assis sous ce toit est la preuve de cette réussite. Ce que nous faisons sous ce toit — comment nous travaillons, quelles sont nos priorités, savoir si nous nous perdons dans des détails superflus ou dans les exigences du protocole, ou si nous abordons les vrais problèmes au bon moment — doit être discuté en vue d'aboutir à un changement.

Mais c'est sous ce toit qu'un objectif précieux de l'humanité se réalise : la création du sentiment de la responsabilité commune de chaque État pris individuellement envers la planète Terre et ses habitants.

Nous avons appris, de nouveau, que le faible mène une vie périlleuse dans ce monde, que les petits États agissent avec des marges de manoeuvre étroites et que les fautes qu'ils commettent peuvent avoir des conséquences fatales. Par opposition, les États forts peuvent se permettre de faire des erreurs, de réagir lentement et d'attendre que l'ambiguïté des événements se dissipe. C'est pourquoi l'auto-assistance demeure l'un des principes de base de la politique internationale, malgré l'existence de formes collectives d'assistance.

Nous avons appris que ceux qui travaillent au rétablissement de la paix mènent des vies difficiles et dangereuses, mais que, néanmoins, le combat en faveur de la paix est universel. Qu'il me soit permis d'illustrer ce propos d'une histoire vraie. Le 3 octobre, une tentative d'assassinat a été commise contre la personne du Président de la République de Macédoine, Kiro Gligorov. Cet homme qui, à travers une horrible guerre ethnique, avait mené pacifiquement son peuple à l'indépendance, avait failli être tué. Un dirigeant politique d'un autre pays, qui partageait les mêmes buts, envoya une lettre à notre Président blessé dans laquelle il exprimait sa profonde émotion à l'annonce de cette attaque terroriste. Cette lettre, l'une des dernières qu'il a écrites, émanait du Premier Ministre d'Israël, Itzhak Rabin.

Au début du siècle, en 1912 et en 1913, deux guerres des Balkans furent menées. Au cours de la première, les États des Balkans luttèrent contre l'empire ottoman; dans la seconde, ils luttèrent entre eux à propos du partage de la Macédoine. La sauvagerie extrême de cette guerre, avec son cortège d'atrocités commises contre la population civile et les prisonniers de guerre, et l'incendie des villes, des églises et des mosquées ont été décrits dans un rapport de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Ce rapport aurait aussi bien pu être écrit aujourd'hui. Les membres de la Commission internationale d'enquête, représentant tous les grands pays du monde, se sont rendus dans les Balkans après la guerre afin de comprendre ce qui s'était réellement passé. Ils furent choqués par le fait que la guerre n'avait pas été menée par des armées, mais par les nations elles-mêmes, aux fins de

«l'extermination complète d'une population étrangère»,

et furent sidérés que

«de telles choses aient pu se produire au XXe siècle.»

Ils ne pouvaient pas se douter que la prochaine crise des Balkans, quelques mois plus tard en Bosnie, en 1914, conduirait à l'implosion de l'ordre européen et à des atrocités entre les peuples civilisés du continent, dans une guerre longue et sanglante connue sous le nom de première guerre mondiale.

Ce que j'essaie de souligner c'est qu'il est tout aussi dangereux aujourd'hui qu'il l'était au début du siècle de fermer les yeux sur les événements dans les Balkans. Le pourrissement continu de la blessure bosniaque a déjà causé des symptômes similaires dans les pays voisins et dans l'Europe tout entière. Sur le plan économique, l'existence d'une guerre dans la région et d'un embargo international a donné lieu à des activités de marché noir. Cette situation a contribué au déclin de la primauté du droit du fait de l'extension des activités criminelles, lesquelles sapent les systèmes démocratiques fragiles. Les pays d'Europe occidentale sont également impliqués, parce que les biens proviennent très souvent de ces pays ou qu'ils en sont les destinataires. Sur le plan politique, nous observons des éléments de la politique de puissance du XIXe siècle qui divisent l'Union européenne en fonction du soutien accordé par ses membres à l'un ou à l'autre des États de l'ex-fédération. Cela risque, en retour, de détruire le processus d'intégration européenne et de briser son alliance militaire, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

C'est pourquoi la décision du Gouvernement américain de prendre l'initiative de panser les blessures de la guerre est un acte de sagesse d'une grande importance pour la paix et la stabilité en Europe et dans le monde. Quant à savoir, d'autre part, si cette initiative aboutira à une paix durable, cela dépend de nombreux facteurs, notamment la volonté des peuples de la région de se consacrer à la paix. La présence de forces militaires étrangères ne saurait remplacer les efforts des peuples des Balkans. C'est à eux qu'il incombe d'édifier leurs valeurs et leurs systèmes démocratiques, politiques et culturels, en tant qu'éléments d'une civilisation reposant sur la démocratie et les droits de l'homme.

Le rapport du Secrétaire général consacre une attention particulière à la question des minorités en République de Macédoine. Qu'il me soit permis de dire quelques mots à ce propos.

En République de Macédoine, nous sommes en train d'instaurer un ordre démocratique qui reflète le caractère de notre société. Comme dans n'importe quel pays d'Europe orientale, nous rencontrons des problèmes en ce qui concerne la démocratie et l'ordre public. Conscients du fait que les tendances centripètes déclenchées par les guerres ethniques dans le Nord ne s'arrêtent pas nécessairement à nos frontières, nous avons travaillé dur avec nos minorités pour éviter le même scénario. La majorité macédonienne est de plus en plus consciente du fait que les droits des minorités, qui intègrent les minorités dans la société macédonienne, renforcent notre État. Les minorités sont également de plus en plus conscientes du fait que, en retour, elles doivent faire preuve de loyauté, en paroles et en actes, envers l'État de Macédoine. Par ce processus de «donnant, donnant», nous espérons surmonter les barrières ethniques qui, parfois, nous divisent. Ce sera un processus lent, qui exigera modération, retenue et tolérance de la part de tous les participants politiques. Ce sera un processus dans lequel les craintes tant des minorités que de la majorité devront être prises en compte dans le cadre des institutions du système.

J'aimerais que les membres du Conseil de sécurité prennent note du fait que cette approche des droits des minorités, qui est sans parallèle dans la région où nous vivons, est adoptée par les Macédoniens, peuple dont l'identité nationale n'est toujours pas reconnue dans certains pays des Balkans.

Qu'il me soit permis de présenter la position de mon gouvernement concernant le mandat de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU) dans la République de Macédoine. Mon gouvernement estime, comme il l'a dit à plusieurs occasions, que la FORDEPRENU doit devenir une opération de l'ONU tout à fait

indépendante faisant directement rapport au Secrétaire général. Et nous soulevons ici la question de son emplacement, de son commandement militaire et de sa structure logistique à Skopje. Mon gouvernement demande en outre que le mandat de la FORDEPRENU soit prorogé pour une période prenant fin le 30 novembre 1996. Mon gouvernement tient également à rendre hommage aux pays qui fournissent des contingents — les États-Unis, le Danemark, la Suède, la Finlande et la Norvège — pour les efforts remarquables qu'ils déploient dans l'exécution de leur mission.

Je voudrais, pour terminer, faire une dernière observation. Nous pouvons nous estimer heureux de vivre à une époque où les États puissants parlent le langage de la paix, de la tolérance et de la démocratie. Il n'en a pas toujours été ainsi au cours de l'histoire. Mais rien ne garantit qu'à l'avenir tous les États puissants définiront toujours leurs politiques avec sagesse et appliqueront la force avec prudence. C'est pourquoi les petits États, dans les Balkans et ailleurs dans le monde, doivent saisir cette occasion historique unique de partager le fardeau que représente l'édification d'un monde fondé sur la démocratie, le droit et la justice.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Il n'y a pas d'autres orateurs. Le Conseil de sécurité a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Le Conseil de sécurité reste saisi de la question.

La séance est levée à 13 h 5.